

CONTRATOM

Debout les ContrAtomistes... V'là de l'action !

Ces votations, ça va pas être de la tarte, mais on va les gagner. Il FAUT qu'on les gagne!

Ça y est, voilà que je m'emballe avant même d'avoir planté le décor! Je reprends tout, calmement, depuis le début de l'histoire.

En septembre 1990, le peuple suisse accepte un moratoire nucléaire de 10 ans. Septembre 2000, fin du moratoire. Dans l'intervalle, les milieux antinucléaires lancent deux initiatives.

La première initiative est intitulée *Sortir du nucléaire*.

Elle demande l'abandon de l'exploitation des centrales: Beznau 1 et 2 ainsi que Mühleberg devraient être arrêtées au plus tard deux ans après l'adoption de l'article constitutionnel en question, les centrales de Gösgen et de Leibstadt au plus tard 30 ans après leur mise en service.

L'arrêt du retraitement est rendu impératif, y compris pour les combustibles déjà exportés à cette fin vers La Hague ou Sellafield.

L'initiative impose en outre le recours à des sources d'énergie non nucléaires, ne devant pas provenir d'installations utilisant l'énergie fossile sans récupération de chaleur. Elle implique donc un recours accru aux économies d'énergies, aux renouvelables et le cas échéant aux couplages chaleur-force.

La seconde initiative *Moratoire-plus* impose un nouveau moratoire de 10 ans en interdisant notamment cette fois-ci toute augmentation de puissance des réacteurs existant, manœuvre utilisée pour contourner le moratoire de 1990 à 2000.



Ces deux initiatives ont abouti en septembre 1999. Elles doivent être soumises au vote populaire au cours de l'année 2003. Chez les pronucléaires, des sous, beaucoup! De notre côté, la force de notre conviction, du courage, de l'imagination et de l'enthousiasme.

Entre les deux, la majorité silencieuse: tous ceux de nos concitoyen-ne-s indécis, ou tout simplement mal informés.

C'est ceux-là que nous devons absolument convaincre. La tâche va être ardue, car je vous garantis, pour l'avoir expérimenté dans la rue, en tenant des stands, que le commun des mortels ne sait presque rien, ou si peu sur la réalité nucléaire de notre pays.

Certaines personnes ne savent pas combien nous avons de centrales nucléaires en Suisse, il y en a même qui pensent que nous n'en avons aucune. D'autres imaginent que le problème des déchets est résolu depuis belle lurette, ou que le retraitement c'est bien car ça enlèverait la radioactivité.

La plupart des gens ne savent pas qu'il existe 2 mètres de fissures à Mühleberg, contenues par des agrafes. Et qui donc est au courant que nos autorités fédérales sont toujours à la recherche d'un lieu pour l'enfouissement des déchets radioactifs?

Vous imaginez donc l'ampleur du boulot qui nous attend! Et c'est là, ami-e-s ContrAtomistes, que VOUS allez mettre la main à la pâte.

Voici ce que nous vous proposons: des actions mensuelles, originales et attractives, pour attirer l'attention de la population sur les risques du nucléaire.

Pour réussir, nous devons pouvoir compter sur un «noyau actif» composé de militant-e-s qui s'engageraient à participer le plus régulièrement possible à des actions ponctuelles, un peu dans le style de nos rassemblements mensuels devant le consulat de France au temps de la mobilisation contre Superphénix.

Donc, concrètement, si vous êtes convaincus de la nécessité impérieuse de sortir du nucléaire, et que vous êtes disposés, pour faire aboutir cette option, à consacrer environ deux petites heures par mois à la cause, nous vous proposons d'adhérer au

Club des cent, sans nucléaire !

Afin de compter nos forces, et pour vous informer de nos actions futures, nous vous prions de bien vouloir nous retourner le talon - réponse de la dernière page. Le «baptême du feu» du club des cent se fera à l'occasion de notre première action, qui aura lieu

mercredi 24 avril dans l'abri de la protection civile sous l'École de la Jonction (Avenue Sainte-Clotilde 24 - derrière la Maison de Quartier) **rendez-vous dans le préau à 11 h.**

Nous y tiendrons une conférence de presse tout en simulant un accident à Mühleberg, qui nous aurait contraint de nous entasser dans ces lieux. N'oubliez pas d'amener avec vous votre baluchon que vous aurez préparé en urgence en quittant votre domicile !!!

La deuxième action se déroulera le

mercredi 29 mai et consistera à aller remettre des lettres exigeant la libération de Yuri Bandazhevsky,

ce savant biélorusse condamné à huit ans de prison pour ses travaux dénonçant les conséquences sanitaires dévastatrices de la catastrophe de Tchernobyl, à la mission de Biélorussie.

Nous vous tiendrons ensuite informé-e-s ponctuellement des actions envisagées. Avec l'aide de vous tous, ça va déménager! Je me réjouis beaucoup de trouver votre bulletin d'inscription au **Club des cent** dans la boîte aux lettres de CONTRATOM.

Merci de votre engagement chères, chers ContrAtomistes. Sans vous nous ne pouvons rien, ensemble nous pouvons tout, ou presque!

Anne-Cécile Reimann

Tirage : 1500 ex, Imprimerie du Lion, Genève

ContrAtom, CP 65, 1211 Genève 8
022 740 46 12, www.contratom.ch

Ont participé à ce numéro : Philippe Gobet, Chaim Nissim, Anne-Cécile Reimann, Cyril Schönbächler et Pierre Vánek

Petite chronique des affaires en cours

Echange épistolaire entre CONTRATOM et Ruth Dreifuss dans le but d'obtenir, des autorités fédérales, une information complète concernant les conséquences des retombées de Tchernobyl tant sur le plan de la santé des populations que sur l'environnement.

En France, 1'000 personnes ont déclaré un cancer de la thyroïde ces dernières années. Ce nombre est en augmentation depuis quelques années. Dans le nord-est en particulier, les cas de cancer ont augmenté depuis l'accident de Tchernobyl, certaines études épidémiologiques le montrent. Des citoyens ont déposé une plainte collective contre les Autorités françaises de l'époque, ils se plaignent de ce que l'Etat a refusé alors de reconnaître que le nuage de Tchernobyl avait aussi pollué la France, la Corse et le nord-est en particulier.

La théorie de l'avocat des plaignants est la suivante : si mes clients avaient été prévenus, fin avril 1986, de l'existence d'un nuage radioactif, ils auraient évité de jouer dans les bacs à sable, comme cela a été fait en Suisse et en Allemagne, ou bien ils auraient pu prendre des pilules d'iode pour saturer leur thyroïde, ou encore ils auraient évité de consommer du poisson ou des champignons et ils auraient peut-être pu éviter d'avoir ce cancer de la thyroïde qui les ronge aujourd'hui.

L'Etat est donc responsable et il doit payer des dommages et intérêts. Dans le cadre de cette procédure, des papiers ont été saisis par la justice dans

certain ministères prouvant que le gouvernement savait et a sciemment refusé d'informer la population.

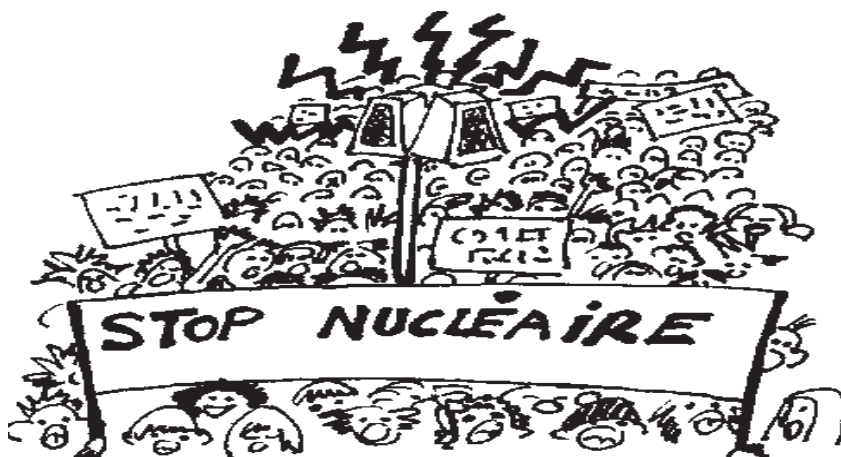
C'est aussi dans le cadre de cette procédure qu'une discussion nationale a lieu en France sur les retombées en césium 137, qui a 30 ans de demi-vie et qui est donc encore mesurable partout dans le monde, qui peut lui aussi causer des cancers statistiquement. La Crii-Rad a aussi publié un atlas des retombées de Tchernobyl. L'IPRI (Institut de protection contre les rayonnements ionisants, un institut officiel) a également rendu un rapport épidémiologique fortement tronqué mais qui reconnaît tout de même une augmentation de certains cas de cancer depuis Tchernobyl.

Or, en Suisse, contrairement à la France, aucune enquête épidémiologique n'a été conduite, notre ministre Ruth Dreifuss n'ayant aucune envie de se retrouver avec une plainte collective, peut-être parce que la querelle sur les fonds en déshérence a déjà épuisé les caisses fédérales ?

C'est dans le cadre de ce débat que ContrAtom a écrit plusieurs lettres à Mme Dreifuss pour obtenir qu'une étude soit menée en Suisse également.

Jusqu'à présent, les réponses reçues sont loin d'être satisfaisantes, raison pour laquelle nous remettons la presse en adressant une énième lettre à Ruth Dreifuss, lui demandant cette fois-ci de nous accorder une entrevue. L'aura, l'aura pas ? On parie ?

Chaim Nissim



A VOS AGENDA !

**24 AVRIL, 11 h, préau de l'Ecole de la Jonction :
action "protection civile"**

**15 MAI, 11 h, Place des Nations,
puis devant l'OMS :
remise des pétitions OMS/AIEA
avec la Criei-Rad**

**25 MAI, 13-14 h, Place des Nations :
manif internationale pour Bandazhevsky**

**29 MAI, 11h, Place des Nations
(puis Mission de Bélarus) :
remise des lettres pour Bandazhevsky**

ContrAtom et le CERN

Le débat entre ContrAtom et le CERN dure depuis 1997. Au vu des cas de cancer survenus dans les rangs des travailleurs intérimaires au CERN, nous réclamons depuis 5 ans une expertise indépendante sur la situation radiologique au CERN. Or, l'institution s'arc-boute et nie depuis le début qu'une telle expertise soit nécessaire : puisqu'il n'y a rien à mesurer, pourquoi s'acharner sur le CERN ? D'ailleurs, les contrôles très scrupuleux de la radioactivités suisses et françaises menés régulièrement par les autorités officielles de surveillance étant déjà parfaits, pourquoi dès lors venir jeter la suspicion et réclamer une expertise extérieure, indépendante, menée de surcroît par la Criei-Rad (Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité, France), institution sérieuse scientifiquement mais anti-nucléaire notoirement ?

Faute d'une étude épidémiologique sérieuse, personne ne peut affirmer, en l'état actuel de la situation, que les cancers de Pierre Allemann, de Georges Settimo ou de leurs deux collègues, puissent être dus à une manipulation sans surveillance suffisante de produits radioactifs.

Mais le doute subsiste et l'attitude des autorités n'est pas faite pour le dissiper. C'est la raison pour laquelle nous avons récrit dernièrement au Grand-Conseil pour lui demander de relancer le Conseil d'Etat au sujet de la pétition que nous avons déposée le 16 novembre 1997 et qui avait été approuvée à une nette majorité en novembre 2000 par le Grand-Conseil.

Cette pétition invitait les autorités genevoises à intervenir pour que soit réalisée, dans les plus brefs délais, une étude confiée à la Criei-Rad établissant un état des lieux complet sur les différents problèmes liés à la radioactivité au CERN et leurs incidences éventuelles sur les travailleurs, la population et l'environnement de la région.

Le délai légal de 6 mois accordé au Conseil d'Etat pour donner suite à cette pétition étant largement dépassé, ContrAtom demande instamment au Grand Conseil, en tant qu'autorité de surveillance du Conseil d'Etat, d'exiger de celui-ci qu'il respecte la loi et rende rapport dans les délais les plus brefs sur cette pétition et sur les mesures qu'il entend prendre pour y donner suite. Affaire à suivre de très près !

Chaim Nissim et Anne-Cécile Reiman

ContrAtom reçoit un courrier de la Mission de la République de Bélarus visiblement inquiète de l'ampleur que prend la mobilisation en faveur de la libération de Yuri Bandazhevsky

Dans une lettre de 3 pages, le représentant permanent adjoint de la Mission tente de nous convaincre de la culpabilité de notre prisonnier, accusé officiellement de corruption. Si on «*le juge utile et afin de donner une information publique aussi objective que possible sur cette affaire*» (SIC !!), la Mission de Biélorussie ne verrait aucune objection à ce que cette lettre soit diffusée parmi les membres de notre association !

Pour ContrAtom et pour toutes les organisations écologistes et de défense des droits civiques, il est clair que ces accusations sont montées de toute pièce et que les vraies raisons de l'emprisonnement de Yuri Bandazhevsky résident dans ses prises de position sur les conséquences dramatiques, irréversibles et quasi éternelles de la catastrophe de Tchernobyl, opinion en opposition flagrante avec l'avis de certains hauts fonctionnaires qui affirment qu'il n'y a plus aucun danger sérieux suite aux retombées de la catastrophe.

La mobilisation internationale ne cesse de prendre de l'ampleur et nous profitons de ces lignes pour relayer une invitation de la Criei-Rad à participer à un rassemblement le samedi 25 mai entre 13h. et 14h. sur la place des Nations pour exiger l'intervention de l'ONU dans cette affaire.

Le mercredi 29 mai, ce sera au tour de ContrAtom et du Réseau Sortir du Nucléaire (Suisse) d'aller déposer avec vous à la Mission Biélorusse les lettres collectées demandant la libération de notre prisonnier !

«Je suis sûr sur si on ne m'entend pas aujourd'hui, on m'entendra demain. Les graines du bon sens finiront bien par germer. L'essentiel est de les semer !» Ainsi parlait Yuri Bandazhevsky, peu avant d'être emprisonné le 13 juin 2001.

Notez aussi dans vos agendas que **le mercredi 15 mai**, nous profiterons de l'assemblée générale de l'OMS pour aller remettre nos pétitions demandant l'abrogation des liens qui unissent l'OMS et l'AIEA (l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique)

Rendez-vous à 11h à la place des Nations !

Anne-Cécile Reimann

Le nucléaire US rongé de l'intérieur

Les antinucléaires helvétiques se préparent à lancer la campagne en faveur des initiatives *Sortir du Nucléaire* qui passent au vote en 2003, nous y reviendrons. A Genève, ContrAtom en particulier cherche des activistes prêts à s'engager pour des actions militantes régulières dans ce sens (pour info voir sous peu le site www.contratom.ch). Un premier rendez-vous est prévu pour lancer la campagne le 24 avril ...dans un abri de la PC à la Jonction.

En attendant signalons que si Bush brandit la menace de première frappes nucléaires banalisées contre les ennemis de son empire, le *New York Times* du 26 mars annonce quant à lui ... que les opérateurs de toutes les centrales atomiques des USA ont reçu l'ordre de vérifier d'urgence les couvercles des cuves de leurs cocottes à plutonium.

Terrorisme ? Non, mais on vient de découvrir - par hasard lors de travaux d'entretien - qu'un réacteur, âgé de 25 ans «seulement», à Davis-Besse en Ohio, avait vu son couvercle rongé par de l'acide dans l'eau de refroidissement, au point qu'il ne restait qu'un demi-pouce d'acier inox intact sur les six pouces d'épaisseur d'origine.

Derrière cette faible barrière, une pression d'eau de 2200 livres par pouce carré, qui avait déjà complètement déformé la mince couche d'acier restant. La *Nuclear regulatory commission* (NRC) a demandé aux exploitants des dizaines de réacteurs du même type de rendre rapport pour le début d'avril afin de déterminer s'ils sont «assez sûrs» pour rester en service.

Selon des experts cités par le NY Times, si le couvercle avait été percé, on aurait pu voir une situation de perte d'eau de refroidissement, avec des dégâts au coeur du réacteur et une fusion possible de celui-ci entraînant des rejets radioactifs «conséquents»...

Une corrosion de ce type n'avait «*jamais été considéré comme une possibilité crédible*» (sic !) selon Brian Sheron l'un des directeurs de la NRC. Le remplacement du couvercle en question est en outre problématique, l'opération n'ayant pas été prévue au moment de la conception de l'installation.

Le NY Times indique qu'il faudra sans doute pour le moins des arrêts de plusieurs semaines pour contrôle des réacteurs suspects et que de tels arrêts de contrôle sont devenus «extrêmement rares» par rapport à ce qui se faisait dans les années 70 et 80

Pierre Vanek

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8

Bulletin d'adhésion au "Club des Cent sans nucléaire"

Oui, je désire adhérer au "Club des Cent sans nucléaire" et je participerai dans la mesure de mes possibilités aux actions ponctuelles qui jalonnent la campagne "Sortir du Nucléaire" jusqu'aux votations

Nom

Prénom

Adresse

NPA et Ville

Tél.

E-mail

Signature

D'autre part, si vous désirez participer à nos réunions, cochez la case et nous vous enverrons les convocations.

OUI, je souhaite recevoir les convocations

Affranchir
s.v.p.

ContrAtom
CP 65
1211 Genève 8